

## L'IDA EN ACTION

# Sénégal : Renforcer la coordination de l'appui en faveur de la croissance

Le Sénégal enregistre une croissance régulière depuis janvier 1994, année de la dévaluation du FCFA. Au cours des dix dernières années, la croissance du PIB a été soutenue avec une moyenne de 5 % par an et la proportion de la population vivant dans la pauvreté a baissé de plus de 10 %. Les efforts pour améliorer les conditions de vie de la population commencent également à porter leurs fruits : la fréquentation scolaire est en hausse, les taux d'immunisation ont augmenté et la malnutrition a baissé dans les régions visées. Le succès du Sénégal peut être attribué à une association de trois facteurs : une bonne gestion économique, une stabilité politique et un appui financier soutenu.

Indicateurs du pays	1994	2004
PNB par habitant (méthode Atlas, en dollars)	462	766
Croissance du PIB par habitant (%)	0,1	4,0
Inflation moyenne (%)	32,0	0,5
Dette extérieure (% du PIB)	100,3	64,3
Équilibre budgétaire global (hors dons)	-6,1	-5,5
Incidence pauvreté (%)	67,9 (1994)	57,1 (2001)
Taux brut de scolarisation élémentaire (%)	53 (1991)	76
Mortalité infantile (enfants de moins de cinq ans) (par 1 000)	148 (1990)	121
Mortalité maternelle (par 100 000 naissances vivantes)	510 (1990)	434
Population (millions)	8,1	10,5

Sources : Gouvernement et Banque mondiale.

L'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, a soutenu les choix économiques sains du Sénégal par des prêts totalisant 1,6 milliard de dollars sur une période de douze ans (exercices 1994 à 2006). Sept prêts ont permis de conduire les réformes du Sénégal et de renforcer sa stratégie en matière de taxes, de réglementations et vis-à-vis du secteur privé. Le financement de l'IDA, renforcé par un travail analytique, a également soutenu des investissements majeurs dans les secteurs du développement rural et urbain, des transports, de la distribution d'eau, de l'énergie et dans le secteur social.

En dépit de l'importance de ses réalisations, le Sénégal n'a pas encore atteint son plein potentiel. Il ne génère pas encore non plus d'opportunités suffisantes pour les jeunes des deux sexes arrivant sur le marché du travail. Le gouvernement a conscience qu'il doit faire plus pour combler les déficits en matière de développement des infrastructures et humains afin d'atteindre ses objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015.



## RÉALISATIONS DU PAYS

### **Le Sénégal a réalisé une croissance économique rapide et durable au cours des douze dernières années.**

Le Sénégal a du faire face à une situation économique et sociale extrêmement difficile avant la dévaluation du FCFA. La croissance du PIB réel a atteint une moyenne de 2,2 % par an entre 1985 et 1993, bien inférieure au taux de croissance annuel de la population de 2,8 %. La plupart des indicateurs sociaux du Sénégal souffrent d'une comparaison négative par rapport à d'autres pays à faibles revenus. En 1994, 68 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté ; dans les zones rurales, ce chiffre atteignait 71 %.

Entre 1994 et 2004, la croissance économique du Sénégal a augmenté en moyenne d'environ 5 % par an, et n'a pas révélé de grave déséquilibre budgétaire ou

extérieur. Entre 1990 et 1993, le pays a connu une amélioration notable avec une baisse du PIB par habitant de 1,6 % par an. La situation financière du Sénégal est saine, avec un endettement étonnamment faible et des recettes fiscales relativement élevées.

L'initiative 2006 d'allègement de la dette multilatérale (IADM), en abaissant de manière significative la partie du budget consacrée au service et au paiement de la dette, permet au Sénégal d'avancer dans la mise en place de son programme de croissance et de réduction de la pauvreté. À l'issue des initiatives d'allègement de la dette PPTE et IADM, le montant de la dette publique du Sénégal a baissé de 30,9 % à 13 % du PIB, et le service de la dette extérieure a baissé de 138,9 milliards FCFA à 71,1 milliards FCFA. Les recettes fiscales sont passées de 17,6 milliards FCFA en 2004 à une prévision de 19,3 milliards FCFA en 2007.

### Une cohésion sociale accrue.

La croissance économique a permis une réduction de la pauvreté et des améliorations dans la mise à disposition des services sociaux de base. La proportion de la population vivant dans la pauvreté est passée de 67,9 % en 1994 à 57,1 % en 2001. En pourcentage de foyers, la baisse de la pauvreté est légèrement supérieure, passant de 61,4 % en 1994 à 48,6 % en 2001.

Les disparités de revenus au Sénégal sont également inférieures à la moyenne subsaharienne.

Parallèlement, la population urbaine sénégalaise devrait croître de 40 % aujourd'hui à 55 % en 2012, et 62 % en 2025. L'urbanisation rapide a accentué la pression sur les services et infrastructures existants. Le renforcement de la capacité de gestion des municipalités et l'accroissement de la qualité et de l'accessibilité des infrastructures et services urbains constituent actuellement des objectifs majeurs.

### Au cours de ces dernières années, le Sénégal a bénéficié d'un climat politique stable.

En avril 2000, un changement politique représentant la première transition pacifique vers un parti d'opposition depuis l'indépendance, a vu une nouvelle administration s'installer au pouvoir. Une société civile active et des médias libres et représentatifs de toutes les tendances politiques contribuent à cette stabilité. Le Sénégal a également été à même de préserver l'équilibre social historique existant entre ses institutions modernes et ses nombreuses communautés religieuses.

Un accord de paix entre les rebelles séparatistes et le gouvernement a été signé en Casamance fin 2004, générant un soutien des bailleurs de fonds pour l'effort de reconstruction dans cette région autrefois fertile, mais aujourd'hui ravagée par la guerre et recluse entre la Gambie et la Guinée-Bissau. Bien que les combats soient toujours sous-jacents, des milliers de personnes déplacées ont commencé à revenir vers leur village, et les perspectives d'une résolution de ce conflit de longue haleine mais de faible envergure sont meilleures.

Comparativement à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, le Sénégal occupe une position favorable dans les études internationales de gouvernance, tant en termes d'efficacité que de responsabilisation du gouvernement. Les mécanismes de coordination politique sont efficaces au niveau de l'État. Le gouvernement a, par exemple, réagi promptement aux récents défis qu'ont constitué la sécheresse, le criquet-pèlerin et les inondations.

Toutefois, la qualité des institutions sénégalaises est toujours inférieure à celle des économies émergentes les plus prospères et des pays de l'OCDE. Les indicateurs de gouvernance publiés par l'Institut de la Banque mondiale (IBM) montrent qu'en fait, l'efficacité du gouvernement et le respect des règles de droit se sont dégradés entre 1994 et 2004. Les pouvoirs judiciaire et législatif exercent peu de contrôle sur le budget exécuté par l'État, et les entreprises publiques et semi-publiques continuent d'être rongées par la corruption.

## CONTRIBUTIONS DE L'IDA

L'IDA a débloqué 2,94 milliards de dollars de crédits sans intérêt en faveur du Sénégal depuis le début de ses opérations dans le pays en 1966. Le principal objectif de la stratégie d'aide de la Banque pour le Sénégal a été de réduire l'incidence de la pauvreté et d'améliorer les conditions et l'emploi.

La stratégie actuelle d'aide-pays de la Banque s'axe sur (i) le développement d'une appropriation par le pays grâce à un dialogue politique ; (ii) l'utilisation des examens des dépenses publiques avec un accent sur les impacts au niveau du budget central consolidé ; (iii) le contrôle des liaisons entre la mise en place et les résultats globaux ; et (iv) l'accent sur les investissements en capital humain par le biais de services de financement et de conseils.

Du fait de son rôle stratégique et de ses issues favorables en matière de développement, le programme du Sénégal a profité d'un large soutien financier étranger. Le Sénégal continue d'être l'un des pays les plus aidés au monde (le niveau d'aide officielle par habitant a dépassé 100 dollars en 2004). La plupart des agences de développement bilatéral et multilatéral ont une présence active au Sénégal, et incluent la Banque, l'Union européenne, la France et les États-Unis qui sont les plus grands contributeurs.

Les prêts accordés par l'IDA au Sénégal, au cours des douze dernières années (exercices de 1994 à 2006), se montent à un total de 1,6 milliard de dollars. Pendant cette période, environ un quart de ce montant est venu de sept prêts

qui ont directement appuyé les efforts soutenus de réformes du gouvernement, en particulier dans les domaines du développement du secteur privé, de la gestion des dépenses publiques et de la mise à disposition de services sociaux.

L'IDA est également à l'origine de 37 projets d'investissement axés autour du développement rural et communautaire, de la santé, l'éducation, la nutrition, le développement du secteur privé, l'énergie, la distribution d'eau, le transport et le développement urbain.

L'efficacité de l'IDA a été particulièrement visible dans les domaines suivants :

### **Offrir un appui continu aux réformes politiques.**

Les représentants du gouvernement et d'autres intervenants ont noté que l'IDA avait joué un rôle majeur dans la reprise économique du Sénégal après la dévaluation de 1994. La reprise consécutive de la croissance économique a reflété l'impact de l'amélioration des politiques (notamment macroéconomiques) ainsi que de l'augmentation de l'appui des bailleurs de fonds, et a favorisé la dynamisation de la compétitivité entre entreprises des secteurs structurés en améliorant le climat d'investissement et en offrant un soutien financier aux sociétés exportatrices et aux PME. L'IDA a maintenu une étroite collaboration avec le FMI pour garantir un cadre macroéconomique stable et cohérent.

Les sept crédits de l'IDA comprenaient notamment deux crédits de soutien à la réduction de la pauvreté visant à lutter contre les principaux freins à

la croissance. Le Sénégal a progressé vers un assainissement budgétaire, a renforcé son cadre réglementaire et a développé la participation de son secteur privé dans la fourniture de services de télécommunications et d'approvisionnement. Toutefois, les avancées sont restées modestes dans les secteurs du transport et de l'énergie, comme le prouve l'échec des deux privatisations de la société nationale d'électricité.

### **Créer des capacités et développer les services sociaux.**

La Banque a permis d'élargir l'accès à l'éducation, aux services de santé, à la nutrition et aux infrastructures de base. Elle s'est concentrée sur l'amélioration de la qualité des services ainsi que sur le renforcement de l'égalité des sexes et la réduction des disparités régionales. Elle a également, et plus spécifiquement, porté son attention sur la réalisation par le Sénégal des ODM d'ici 2015.

Les approches exhaustives (sectorielles) de l'IDA en matière de santé et d'éducation ont permis au Sénégal de formuler des stratégies à long terme et d'améliorer l'efficacité de l'aide dans ces secteurs.

En conséquence, certains indicateurs sociaux du Sénégal se sont améliorés :

- Le taux brut de scolarisation élémentaire a augmenté de 67 % en 2002 à 76 % en 2004.
- Les taux d'immunisation contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche sont passés de 54 % en 2002 à plus de 80 % en 2005.
- Les taux de malnutrition dans certaines zones ciblées ont baissé de 27 % en juin 2004 à 10 % en décembre 2005.

### **Garantir une cohérence entre les réformes macroéconomiques et sectorielles.**

La stratégie de la Banque s'est constamment renforcée, créant ainsi les conditions d'une croissance économique rapide.

L'IDA a plus particulièrement soutenu la réforme des infrastructures pour améliorer la qualité et réduire le coût des services liés à ces dernières. Environ 42 % du montant total des prêts de la Banque sur les exercices 1994 à 2004 ont été consacrés aux infrastructures. Cette focalisation de l'IDA a correspondu aux efforts du gouvernement pour introduire la participation et la concurrence du secteur privé dans la fourniture de services liés aux infrastructures.

Parallèlement, la Banque a souligné le besoin d'un accroissement des investissements dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et d'un renforcement de la participation des communautés locales dans la prise de décision par le biais de la décentralisation et de l'apport de fonds sociaux. Elle a reconnu que des mesures complémentaires à l'ajustement macroéconomique et à la libéralisation des échanges étaient nécessaires pour stimuler une croissance rapide et renforcer la capacité des pauvres à retirer les fruits de la croissance du pays.

Elle s'est, par exemple, focalisée sur le développement du capital humain des pauvres, sur l'amélioration des infrastructures rurales et sur le renforcement des institutions rurales (comme les organisations de producteurs agricoles) et ce, en droite ligne avec la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté.

Un message cohérent entre les divers instruments de financement (des crédits de soutien à la réduction de la pauvreté aux projets d'investissement) a permis d'augmenter les allocations budgétaires visant à atteindre les ODM.

Le Sénégal alloue aujourd'hui plus de 30 % de son budget récurrent à l'éducation, un des ratios les plus élevés de l'Afrique subsaharienne. L'enseignement primaire bénéficie de 44 % de cette allocation.

### **Aborder des questions intersectorielles complexes.**

La forte implication de l'IDA dans les infrastructures, le développement rural et les services sociaux lui a permis de relever les défis issus des investissements dans les infrastructures, de faire bénéficier les communautés rurales et de stimuler la croissance agricole. De la même manière, un meilleur accès à l'eau potable permet de lutter contre les maladies véhiculées par l'eau et améliore les résultats en matière de santé publique.

Les réformes structurelles et les investissements spécifiquement sectoriels se renforcent également mutuellement. Les réformes fiduciaires de l'État, en renforçant les procédures budgétaires et en garantissant de meilleurs transferts financiers du budget central aux gouvernements locaux, ont permis de resserrer l'écart existant entre le coût de mise en place des programmes du secteur social et les ressources provenant des ressources domestiques et de l'appui des bailleurs de fonds.

Les réformes de gestion publique ont également permis d'améliorer l'allocation des ressources au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La part des dépenses publiques totales pour ces deux secteurs a augmenté de manière significative ces dernières années.

### **Mettre en avant la connaissance et l'expérience des autres pays pour enrichir l'ensemble du dialogue politique.**

Un atelier organisé en juin 2005 par la Banque, à la demande du Premier ministre du Sénégal, s'est axé sur les stratégies de croissance dans les pays émergents et à revenu moyen comme le Chili, la Malaisie, le Viêt-Nam et la Tunisie. Le Sénégal adopte aujourd'hui certaines des leçons et pratiques présentées pendant l'atelier.

Le gouvernement cherche, par exemple, à améliorer le flux de produits vers les marchés régionaux et internationaux par le développement de chaînes d'approvisionnement efficaces dans quelques activités sélectionnées (comme l'horticulture et d'autres produits agricoles non traditionnels).

Dans la même veine, le Sénégal a expérimenté au fil des ans un nombre de concepts qui ont été depuis dupliqués dans d'autres pays. C'est le cas de son concept de contrat municipal qui vise à formaliser les engagements mutuels entre la municipalité et le gouvernement et à dynamiser la mise en place de réformes institutionnelles au niveau municipal. Ce concept a été mis en application dans des pays voisins comme la Guinée, la Mauritanie, le Rwanda, le Niger, le Cameroun et le Burkina Faso.

## Harmoniser et catalyser l'appui des bailleurs.

Plus de 50 pays et agences bailleurs de fonds sont actifs au Sénégal. À la fin des années 1990, la Banque a commencé à aider le gouvernement à organiser des réunions sectorielles pour parler des programmes et des politiques. Des groupes de travail sectoriels et thématiques ont alors été créés et des études sectorielles conjointes réalisées à l'aide d'une approche sectorielle.

### Une nouvelle approche vis-à-vis de l'aide

Pour L.O Moubarack, économiste sénégalais réputé, l'impact de l'IDA est particulièrement important dans le domaine des programmes sectoriels. Dans un récent entretien, Moubarack indiquait : « Autrefois, le Sénégal ne développait que des projets individuels manquant autant de cohérence que d'efficacité pour corriger les contraintes auxquelles l'économie faisait face ». « Les programmes sectoriels, connaissant un développement graduel dans tous les secteurs, ont permis l'établissement de cadres intégrés rassemblant toute l'aide des bailleurs et définissant les actions stratégiques, notamment une budgétisation et un calendrier clairs ».

Le Sénégal est aujourd'hui un pays pilote pour la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Les représentants du gouvernement et d'autres intervenants notent que la coordination des bailleurs a été particulièrement fructueuse dans les secteurs des transports et de l'approvisionnement en eau, ainsi que dans le domaine du développement municipal.

L'un des objectifs de la coordination des bailleurs est de réduire la charge administrative associée à l'aide pesant sur l'administration sénégalaise. Des

résultats visibles sont déjà tangibles, comme l'amélioration de la coordination entre bailleurs de fonds dans la conception d'opérations d'appui budgétaire. L'adoption d'un protocole d'entente établissant les processus communs d'évaluation des conditions macroéconomiques, le document stratégique de réduction de la pauvreté et les réformes de gestion du secteur public, devrait permettre une nouvelle coordination. La consolidation des unités de gestion du projet dans le secteur de l'eau est également une avancée dans la bonne direction.

Par son partenariat sur l'harmonisation et l'alignement, l'IDA capitalise l'aide des autres bailleurs au Sénégal. Par exemple, le modèle de transfert de fonds pour les gouvernements locaux par l'intermédiaire du trésor public (dont la création émane d'un projet de la Banque), a été adopté par la communauté des bailleurs de fonds, mettant fin aux pratiques antérieures de création de réseaux de financement en dehors des systèmes du pays.

### Fournir une base de connaissances.

Ces 12 dernières années, l'IDA a publié environ 20 rapports analytiques majeurs intégrant des analyses de l'économie, des dépenses publiques, des niveaux de pauvreté, du climat d'investissement du Sénégal de même que ses secteurs privé, financier, de l'environnement et des retraites.

Ce travail analytique sert de base à la conception de politiques et de programmes façonnés pour répondre aux réalités et aux défis du Sénégal. L'examen 2005 des dépenses publiques a par exemple conduit le gouvernement à adopter une proposition

de budget 2006 sur une base programmée (cadre de dépenses à moyen terme) pour au moins quatre ministères. Il a également conduit à l'adoption d'une nomenclature uniforme pour les dépenses courantes et d'investissement, qui constitue la base de la préparation du budget.

### **Favoriser l'intégration régionale.**

Le Sénégal joue un rôle important au niveau régional. Les interventions de l'IDA ont cherché à renforcer l'intégration régionale au fil des ans. L'IDA a soutenu les initiatives suivantes : un projet de développement de centrale hydraulique régionale qui permettra de réduire le coût de l'électricité ; le projet de gestion du bassin fluvial du Sénégal ; l'OHADA (organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, regroupant plusieurs pays de l'Afrique francophone) ; et plus récemment, le projet de centrale hydraulique Felou et le projet de lutte d'urgence contre le criquet-pèlerin.

### **De nombreux secteurs au Sénégal ont profité des opérations de l'IDA.**

**Agriculture.** Au cours des dix dernières années, l'appui de la Banque au secteur rural du Sénégal s'est concentré sur : le soutien des stratégies du gouvernement pour l'amélioration des moyens ruraux de subsistance par le biais d'un accès décentralisé aux services de base et aux services agricoles régis par la demande ; la hausse des revenus ruraux par l'augmentation et la diversification de la production ; la promotion de la libéralisation des prix et des échanges ; et la réorganisation de l'industrie des exportations horticoles.

L'IDA a permis de construire et de renforcer la capacité de recherche agricole, de développer des services d'appoint décentralisés et de promouvoir la participation des organisations rurales dans les processus de prise de décision et de développement au niveau local, renforçant ainsi la décentralisation.

#### **Exporter des fruits, des légumes et des fleurs.**

L'IDA a contribué à la construction, pour les PME, de centres de traitement et de qualité après-récolte et d'un site de stockage au froid dans l'aéroport de Dakar . L'IDA a également permis aux exportateurs d'accéder à de nouveaux marchés et de répondre aux normes strictes des marchés européens.

Ces efforts ont permis de dynamiser les exportations horticoles qui sont passées de 6 000 tonnes en 1998 à environ 20 000 tonnes en 2005.

**Infrastructures rurales.** L'IDA a soutenu la construction et l'entretien d'infrastructures communautaires comprenant des routes, des écoles, des centres de santé et l'accès à l'eau, grâce à un projet national d'infrastructures rurales déroulé sur quatre ans (2001-2005), et dans lequel les fonds ont été successivement transférés aux gouvernements locaux grâce au système du trésor public.

Ce projet (co-financé par d'autres bailleurs, notamment la Banque africaine de développement et l'OPEP) a permis d'accroître l'accès aux services de base, d'améliorer les conditions de vie et d'augmenter les revenus dans 110 communautés rurales.

**Environnement.** Dans le cadre d'un projet d'énergie durable, les communautés locales ont été formées à la gestion durable de l'exploitation de leurs forêts. L'objectif du projet était de promouvoir des carburants alternatifs et d'améliorer l'efficacité des poêles. La Banque a également aidé le Sénégal à analyser et à prévoir des actions axées sur les questions liées à l'environnement.

**Transport.** Le programme de la Banque s'est concentré sur l'amélioration de l'entretien du réseau routier et sur l'amélioration de l'efficacité des services de transport. Parmi ces résultats :

- une agence autonome d'entretien du réseau routier qui a apporté une plus grande cohésion dans la gestion du secteur routier.
- 2 264 km de routes poussiéreuses et 1 841 km de routes pavées réhabilitées en 2003.
- Air Sénégal, la compagnie aérienne nationale, a été privatisée avec succès et comble le vide laissé par Air Afrique. La fiabilité et la fréquence du service ont augmenté : 6 vols par semaine sont par exemple disponibles de Dakar à Bissau, contre deux vols disponibles précédemment.

**Télécommunications.** La privatisation du secteur en juillet 1997 a été couronnée de succès et le réseau est aujourd'hui moderne, efficace et compétitif. La Banque appuie les autres efforts de réforme du gouvernement dans le secteur, en mettant l'accent sur la création d'un cadre juridique et réglementaire approprié, en renforçant l'autorité de réglementation et en promouvant l'accès aux campagnes.

**Distribution d'eau.** La réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal est largement portée aux nues. La promesse d'engagement formulée il y a dix ans par le gouvernement pour réformer le secteur a résulté dans la création d'un partenariat public-privé pour la distribution d'eau en ville, sur la base d'un accord connu sous le nom d'affermage (ou concessions) bien adapté à l'Afrique subsaharienne. L'équilibre financier du secteur a été restauré, et la qualité et la couverture des services d'eau se sont fortement améliorées.

Le redressement réussi du secteur a attiré les investissements de bailleurs multiples au fil des ans,<sup>1</sup> de même que des financements par les banques commerciales sénégalaises. En conséquence :

- La distribution de l'eau, autrefois intermittente, est devenue continue pratiquement partout dans les zones urbaines, et le taux global d'accès aux services urbains d'approvisionnement en eau a augmenté de 81 à 98 % en 10 ans.
- Dans les zones urbaines, le raccordement au réseau représentait 76 % des foyers en 2006, le taux le plus élevé de l'Afrique subsaharienne, grâce à la création d'un programme social de raccordement subventionné pour les banlieues pauvres de Dakar et les centres urbains secondaires. Ce programme, mis en place par le gouvernement était soutenu par l'IDA.

**Éducation.** Le taux brut de scolarisation élémentaire est récemment passé de 67 % en 2002 à 76 % en 2004. L'IDA a soutenu le

1. Ce programme comporte des financements provenant de la Banque africaine de développement, de la Banque européenne d'investissement, de France, d'Allemagne, du Fonds nordique de développement et de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

développement de compétences techniques/ professionnelles, l'enseignement primaire et secondaire ainsi que les réformes politiques. L'appui actuel est fourni dans le cadre du projet Quality Education for All (Éducation de qualité pour tous), qui constitue la seconde phase d'un prêt adaptable (APL).

Le *Plan décennal de l'Éducation et de la Formation* ou PDEF est soutenu par plusieurs bailleurs, mais principalement par le gouvernement, qui a globalement financé le secteur à hauteur de 91 % en 2000-2005. Les projets des donateurs passent progressivement à un mécanisme de soutien sectoriel harmonisé dans le contexte d'un programme gouvernemental étalé sur dix ans.

**Santé.** L'IDA a permis de réduire la malnutrition et la mortalité infantile, d'améliorer la santé maternelle et de combattre la malaria, le VIH/SIDA et d'autres maladies endémiques.

Les efforts ont commencé à porter leurs fruits :

- Le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition est passé de 27 % en juin 2004 à 10 % en décembre 2005, parmi un groupe cible de 205 000 enfants surveillés mensuellement dans le cadre d'un projet sur la nutrition soutenu par l'IDA.
- Dans les zones d'intervention couvertes par ce projet, le nombre de bébés allaités a pratiquement doublé entre décembre 2003 et décembre 2005, et le nombre de visites prénatales a augmenté de 29 % au cours de la même période.

### Partager le travail scolaire

Les changements et les innovations dans le secteur de l'éducation ont été soutenus par le gouvernement, l'IDA et d'autres bailleurs de fonds.

- L'utilisation d'enseignants sous contrat a permis à une frange bien plus importante de la population en âge d'être scolarisée de fréquenter l'école tout en conservant des limites budgétaires durables. Le coût en a été principalement pris en charge par le gouvernement, avec l'appui du Canada.
- Simultanément, une expansion de capacité a conduit à la construction d'environ 1 000 salles de classe par an pendant la période 2000–2005, à comparer aux 200 salles de classe par an pendant les cinq années précédentes. Sur plus de 6 000 classes construites, 1 000 l'ont été dans le cadre d'un projet IDA.
- La préparation de plans de développement ascendant, du niveau de l'école et du district jusqu'au niveau national, a conduit au développement d'un cadre de dépenses à moyen terme pour l'un des premiers secteurs du pays. Le soutien technique et financier pour la préparation de ces plans a été financé en majeure partie par les crédits de l'IDA.
- Le lancement d'un système intégré de gestion de l'éducation au ministère de l'Éducation a permis de créer une base de données fiable et mise à jour des écoles, des élèves et du personnel dans le secteur de l'éducation. Ce système a permis l'établissement d'une base de données unique entre les ministères de l'Éducation, des Finances et des affaires économiques et de la Fonction publique. Les équipements et le personnel de l'unité d'informations ont été largement financés par le crédit de l'IDA, avec une assistance technique à long terme fournie par la France.
- Les subventions globales, introduites sur une base pilote, ont permis d'améliorer la prise en compte de l'éducation au niveau régional et du district, et de viser une amélioration de la qualité dans les années à venir. Bien que d'autres bailleurs aient financé de telles subventions dans le cadre de plans d'amélioration des écoles, les subventions globales de l'IDA sont les seules à se focaliser uniquement sur la qualité de l'éducation, avec des procédures simplifiées et des évaluations à posteriori pour encourager une culture de la responsabilisation et des améliorations de qualité adaptées localement.

Dans le cadre du projet de développement intégré du secteur de la santé, la Banque a adopté une stratégie sectorielle pour permettre d'améliorer l'accès aux services de santé et de réduire la forte croissance de la population. Les résultats indiquent une baisse de 10 % du taux de mortalité infantile et de 7 % des taux de fertilité en sept ans (1997-2004). À la fin du projet, en juin 2005, 95 % des centres actifs de santé offraient des vaccinations et des soins thérapeutiques primaires.

## **DÉFIS RESTANT**

Au cours de la dernière décennie, le Sénégal a connu une vague de réformes politiques et institutionnelles. Il reste cependant des défis à relever, car bien que la croissance économique ait été encourageante, son taux a été bien inférieur à ce dont le Sénégal a besoin pour atteindre son objectif, qui est de réduire de moitié la part de la population vivant en dessous du seuil de 1 dollar par jour d'ici 2015.

### **Stimuler la croissance régie par le secteur privé.**

La faiblesse relative du secteur privé qui devrait, en son temps, entraîner la croissance économique constitue un obstacle majeur à cette dernière.

L'amélioration du climat d'investissement au Sénégal et la promotion du développement du secteur privé nécessiteront une plus grande concurrence entre les sociétés industrielles, un plus grand appui pour les PME et des efforts pour maximiser l'avantage comparatif de l'économie sénégalaise dans quelques secteurs stratégiques.

### **Créer des emplois.**

Le Sénégal doit également générer des emplois. La tragédie de milliers de jeunes gens essayant d'atteindre l'Espagne en bateau témoigne de la situation désespérante du marché de l'emploi. Aujourd'hui, quatre travailleurs potentiels sur dix sont sans emploi ou sous-employés, et cette proportion est même plus élevée chez les jeunes qui manquent de compétences et d'expérience.

Une partie du problème provient du manque de dynamisme du secteur privé et de la baisse de la participation du secteur de l'agriculture dans l'économie.

### **Améliorer les services publics.**

Les dépenses publiques en infrastructures doivent être consolidées de manière à combler le déficit en matière d'infrastructures. La part des dépenses de santé et d'éducation dans les dépenses publiques totales devrait encore augmenter. Il faudrait porter plus d'attention aux groupes vulnérables en mettant à exécution la stratégie de protection sociale récemment développée par le gouvernement. Enfin, les dépenses publiques devront être allouées de manière plus égalitaire entre les régions. Le rythme rapide d'urbanisation forcera à trouver un équilibre entre le développement urbain et le développement rural.

L'amélioration de la gouvernance, en particulier l'utilisation transparente et efficace des ressources publiques est une condition préalable si le Sénégal doit relever ces défis.

## Un programme pour les futurs financements de l'IDA

Les représentants du gouvernement et d'autres acteurs clés ont donné crédit à l'IDA pour aider le Sénégal à réaliser une croissance économique durable, améliorer son environnement commercial, augmenter la participation du secteur privé dans la fourniture d'eau et de télécommunications et promouvoir les exportations dans le domaine de l'agriculture.

Mais leur évaluation conclut également qu'une plus grande attention doit être apportée à l'environnement nécessaire aux investissements privés et au développement constant des services sociaux.

Mars 2007

<http://www.banquemondiale.org/ida>